

de sel grain

février 2014



Emploi, salaire, conditions de travail : se mobiliser

Emploi

Malgré les rêves du président de la république le chômage continue, malheureusement, d'augmenter. La DGFIP en ayant supprimé près de 30 000 emplois depuis 2000 a largement contribué à cette progression. En effet ce sont 30 000 jeunes qui n'ont pas été recrutés. Mais ce sont aussi les conditions de travail, les missions et le réseau qui en ont pris un grand coup.

Pour défendre la DGFIP, ses agents, ses missions et son réseau, il faut stopper l'hémorragie et décider la réimplantation nécessaire aux services.

Salaire

Le point d'indice est bloqué depuis 2010. Les cotisations retraite augmentent. La conséquence est donc une baisse de nos salaires. Et ce n'est pas la nouvelle grille de la catégorie C au 1er février 2014 qui va améliorer sensiblement la situation. Mais cela ne suffit pas. Il est maintenant question de bloquer les avancements d'échelon. De qui se moque-t-on ? Le point d'indice a décroché de 13% par rapport à l'inflation depuis 2000. Les avancements d'échelon sont la reconnaissance des qualifications. Nous ne demandons pas l'aumône. Juste de ne pas perdre d'argent en venant bosser et avoir un salaire décent qui prenne en compte la reconnaissance des qualifications que nous ne cessons d'acquérir tout au long de la carrière.

Conditions de travail

Nous vous avons déjà alerté. La tension dans les services ne cesse de s'accroître. La pénurie de moyens, les manques d'emplois, le climat fiscal en sont les principaux facteurs !

Du chef de service à l'agent, plusieurs indica-

teurs illustrent ce malaise et cette souffrance de plus en plus prégnante dans la vie quotidienne des services. La baisse régulière des crédits de fonctionnement contribue à cette dégradation.

C'est pourquoi, la CGT Finances Publiques estime urgent d'ouvrir une réelle négociation sur les conditions de vie au travail en partant notamment des doléances des agents.

Lors de ses vœux et de son discours du 14 janvier, le président de la république a très clairement annoncé la couleur. Le transfert de la politique familiale vers le budget de l'Etat, en supprimant les 35 milliards de cotisations patronales, va avoir un coût énorme pour les salariés.

La volonté de réaliser 50 milliards d'économie dans les 3 ans à venir va accroître l'austérité.

Et on connaît déjà les résultats de cette politique car elle est dans la continuité de celle mise en œuvre ces 30 dernières années avec les conséquences que l'on connaît. Aujourd'hui c'est près de 200 milliards par an, d'aides diverses, dont bénéficient les entreprises. Elles n'ont eu aucun impact positif sur l'emploi. La part des salaires dans le PIB baisse continuellement au profit des revenus des dividendes. Les services publics sont mis à mal ainsi que les fonctionnaires.

C'est dans ce cadre que 4 syndicats de la DGFIP (CGT, Solidaires, FO et CFDT) appellent à une journée de grève le 20 mars. Nous rejoindrons les douaniers, déjà dans l'action, qui seront également en grève. Il faut développer ce processus de mobilisation pour inverser la logique de casse de la DGFIP. La démarche stratégique qui est l'outil de la DG pour continuer le démantèlement doit être stoppée.

Tous ensemble nous pouvons inverser cette politique de casse.

« Papa lit le journal au salon, maman est à la cuisine »

Ça s'appelle un stéréotype et ça à la vie dure, même dans nos sociétés dites modernes. Au point que vouloir en parler pour y réfléchir dans un cadre scolaire a déclenché dans notre pays une offensive menée par les courants intégristes et nationalistes bien franchouillards. On aura entendu ces dernières semaines les pires bêtises.

Le terme « genre » est devenu l'objet d'une invraisemblable chasse aux sorcières.

C'est quoi le « genre » ?

C'est « un concept utilisé en sciences sociales pour désigner les différences non biologiques entre les hommes et les femmes » nous dit Wikipedia (dictionnaire gauchiste et libidineux).

Ce n'est ni une loi ni une théorie, bien au contraire c'est un sujet d'études. Les sciences sociales qui nous aident à mieux comprendre nos fonctionnements, nous éclairent.

Le syndicalisme que nous défendons a toujours fait le choix de la conscience éclairée contre l'obscurantisme. C'est pourquoi nous avons décidé de reproduire dans Grain de Sel le texte d'une pétition émanant de chercheur-e-s, enseignant-e-s et étudiant-e-s.

Parce qu'il ne faut jamais renoncer à l'intelligence.

Les études de genre, la recherche et l'éducation : la bonne rencontre.

Des enseignantes et des enseignants de la maternelle à l'Université, des chercheuses et des chercheurs, des étudiantes et des étudiants réagissent et appellent au soutien de toutes et tous.

Cette pétition est ouverte à toutes et à tous.

Depuis quelques jours, les élèves et les parents d'élèves sont harcelés de mails et de SMS provenant d'associations extrémistes qui propagent la rumeur selon laquelle, parce que « le genre » est introduit dans les programmes scolaires, leurs enfants

seraient en danger à l'école. Non seulement cette manœuvre de déstabilisation des parents est révoltante (les enfants ont été privés d'école), mais, de plus, cette rumeur est totalement mensongère. Depuis plusieurs jours également, les propos les plus extrémistes circulent, dans les rues ou sur les réseaux sociaux, réveillant les haines envers les homosexuels, les juifs, les féministes, les professeurs des écoles appliquant l'ABCD de l'égalité, les chercheurs en études sur le genre, tous présentés comme des ennemis de la société.

Face à ces propos dangereux, face aux risques de dérives extrémistes, nous, enseignant-e-s, étudiant-e-s, chercheur-e-s, souhaitons prendre la parole, rappeler la réalité des pratiques éducatives et scientifiques d'aujourd'hui, et appeler au soutien de nos concitoyens et concitoyennes, de toutes les régions de France, de toutes les origines, de toutes les cultures.

NON, les enfants ne sont pas en danger. Non, il n'y aura pas de projection de films « sexuels » à l'école, et les garçons ne seront pas transformés en filles (ni inversement).

NON, la prétendue « théorie du genre » n'existe pas, mais, oui, les études de genre existent. Le genre est simplement un concept pour penser des réalités objectives. On n'est pas homme ou femme de la même manière au Moyen-Âge et aujourd'hui. On n'est pas homme ou femme de la même manière en Afrique, en Asie, dans le monde arabe, en Suède, en France ou en Italie. On n'est pas homme ou femme de la même manière selon qu'on est cadre ou ouvrier. Le genre est un outil que les scientifiques utilisent pour penser et analyser ces différences.

OUI, les programmes scolaires invitent à réfléchir sur les stéréotypes de sexe, car l'école, le collège, le lycée sont les lieux où les enseignants promeuvent l'égalité et la tolérance,

où les enfants apprennent le respect des différences (culturelles, sexuelles, religieuses). « Vati liest die Zeitung im Wohnzimmer. Mutti ist in der Küche. » (Papa lit le journal au salon. Maman est à la cuisine). Voilà comment des élèves de collège apprenaient l'allemand, à travers les aventures de Rolf et Gisela, dans les années 1980. Réfléchir sur le genre, c'est réfléchir sur les effets de ce type de messages.

OUI, l'école est le lieu où l'on permet à chacun, par les cours de français, d'histoire, de SVT, d'éducation civique, d'éducation physique, de réfléchir sur les conséquences néfastes des idées reçues et d'interroger certains préjugés, ceux qui ont fait que pendant des siècles un protestant ne se mariait pas avec une catholique, ceux qui font que l'on insulte encore aujourd'hui une ministre à cause de sa couleur de peau, ceux qui font que des petits garçons sont malmenés au cri de « pédés » dans la cour de l'école, ceux qui font que Matteo n'osera jamais dire qu'il est élevé et aimé par deux mamans, ceux qui font qu'Alice veut mourir car on la traite de garçon manqué, ceux qui créent la haine et la discorde. Oui, l'école est le lieu où l'on permet aux élèves de se demander pourquoi les princesses ne pourraient pas aussi sauver les princes.

Les études de genre recouvrent un champ scientifique soutenu par le Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur et le CNRS, et elles ont des utilités nombreuses dans l'éducation et la lutte contre les discriminations : ces études et ces travaux existent à l'université depuis longtemps. Nombreuses sont les académies à organiser des journées de formation sur ces thèmes ; nombreuses sont les universités à offrir des cours intégrant le genre : en sociologie, en sciences de l'éducation, en anthropologie, en biologie, en sciences économiques, en philosophie, en histoire, en littérature, etc. Des séances de sensibilisation aux

questions d'égalité entre les sexes font partie du parcours de formation des enseignants du primaire et du secondaire.

En permettant aux élèves de constater la diversité des familles

actuelles, en montrant que, selon les lieux et les époques, les rôles des hommes et des femmes ont varié et que l'amour a des formes multiples, les chercheurs, les enseignants et les professeurs des écoles offrent aux enfants, citoyens et citoyennes de

demain, la liberté de construire un monde plus égalitaire et plus harmonieux.

Signez la pétition en ligne : <http://petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2014N45876>

Fournitures, ne voit-on rien venir ?

A la fin du mois de novembre, on nous a demandé de faire notre commande de fournitures pour le premier semestre 2014 comme cela se pratique désormais. Et, au mois de décembre, notre commande est arrivée. Mince, en cours de route, la commande a fait une cure d'amaigrissement : tout ce qui a été commandé n'est pas là, il manque des crayons, des chemises de différentes sortes, des agrafes ... Certains ont même reçu des trombones en vrac, mais ils ont eu quand même des trombones, ils ne vont pas se plaindre en plus. Il paraît qu'il va y avoir une livraison complémentaire au premier trimestre 2014, pourtant, selon certains sons de cloche, c'est du pipeau. En attendant, on gère la pénurie comme on peut, on récupère les fonds de tiroir mais cela

ne va durer qu'un temps. On va peut-être revenir à l'époque où, pour avoir un crayon neuf il fallait redonner le crayon usagé (attention aux étourdis qui auront mis l'ancien à la poubelle ou se le seront fait prendre par des collègues sur leur bureau) ! Certains agents achètent déjà des fournitures sur leurs propres deniers, nous avons évoqué la collègue qui avait fourni la ficelle et en avait ainsi privé son poulet rôti. De toutes façons, maintenant, nous avons une liste de fournitures proposées qui n'est pas extensible et tant pis si le matériel dont nous avons besoin n'est pas sur la liste. Mais même quand il y est, il ne nous est pas systématiquement livré. Il faut apprendre à faire des E CO NO MIES ! ! ! Y'a plus de sous, qu'on vous dit et vous répète !



14-18 : la DGFIP s'invente sa grande guerre !

Il fallait oser. L'année où l'on célèbre le centenaire de la première guerre mondiale, Bruno Bézard lance la mise en œuvre de la démarche stratégique sous l'intitulé « Plan d'actions 2014-2018 ». Ça sonne tellement bien à l'oreille qu'on le traduit tout de suite en « Plan d'actions 14-18 ».

Il ne manque plus qu'il nous sonne le tocsin pour l'appel à la mobilisation et

nous remette notre packaging !. Pas bien malin pour un fondu de communication... On retient de la grande guerre qu'elle a été bien meurtrière. Les monuments aux morts sont chargés des noms des malheureux tombés au « champ d'honneur » dont on sait qu'il fut en réalité un champ d'horreur. Grâce à notre Bruno, la liste va pouvoir s'allonger 100 ans après. Il

paraît que la commune de SaintSavin se prépare à rajouter à la sienne un nom : celui de la trésorerie disparue le 1er jour de cette année 2014 !

Dans un pareil contexte, Grain de Sel ne pouvait que publier un petit extrait de la chanson de ceux qui se sont mutinés dans de nombreux régiments de l'armée française, après la triste offensive du chemin des Dames.

Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous des condamnés
C'est nous les sacrifiés

Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, nous, les troufions
On va se mettre en grève
Ce sera vot' tour messieurs les gros
De monter sur le plateau
Si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau

Extrait de la chanson de Craonne

L'entretien professionnel 2014

La campagne 2013 de l'entretien professionnel n'est pas totalement achevée, aucun bilan n'a été mené. Cela n'empêche la direction générale, en dehors de toute concertation, de publier pour 2014 une nouvelle instruction dans laquelle nous découvrons quelques modifications.

Cette année, la direction compétente n'est plus celle de l'année N-1 pour laquelle nous sommes évalués mais celle de l'affectation au 1er janvier de l'année de l'entretien. Cela détermine donc l'évaluateur qui est désormais le chef de service au 1er janvier.

La note chiffrée disparue en 2013 et remplacée par l'attribution de bonifications de 2 mois (20% des agents), 1 mois (50% des agents) ou rien pour les 30% restant.

les croix du tableau synoptique sont réapparues (pour la filière fiscale) en 2013, occasion pour les notateurs de baisser le niveau des appréciations littérales (comparé à N-1) et de déconnecter les appréciations de tableaux croix.

Précision pour les agents du cadre C : le 9ème échelon nouvellement créé est considéré échelon terminal par anticipation, les agents au 8ème échelon peuvent donc bénéficier de bonifications utiles dès cette année.

Une réunion d'harmonisation est organisée par la direction locale, son objet est de statuer sur les propositions des évaluateurs et de trancher les éventuels dossiers litigieux. Cette

organisation dénature l'évaluation car la situation des agents est évoquée avant l'ouverture de la campagne d'entretiens et les dossiers font déjà l'objet d'arbitrages, dans le but inavoué de court-circuiter les CAP

C'est seulement à ce stade que l'entretien d'évaluation est proposé à l'agent. Il n'est pas obligatoire et non sanctionnable. En cas de refus une seconde date est proposée par l'évaluateur. Avant l'entretien, les agents peuvent aussi se réunir pour discuter des conditions de travail, des réorganisations, des suppressions d'emploi et nouveautés qui ont impacté le service. Lors de l'entretien l'agent peut tout dire, mais les objectifs, les réductions- majorations sont discutés ailleurs.

Le compte rendu d'entretien (CREP) doit être remis à l'agent sous 8 jours, y figurent tous les éléments de l'évaluation de l'année écoulée et les objectifs de l'année à venir. L'évaluateur doit mentionner sa proposition de réduction- majoration. L'agent peut exprimer les remarques qu'il juge nécessaires sur les propositions de l'évaluateur et les objectifs assignés- ces éléments pourront servir dans une procédure d'appel- Le compte rendu est alors visé voire modifié par l'autorité hiérarchique(direction) qui le retourne à l'agent dans les 15 jours, ce dernier n'a alors lui que 8 jours pour l'examiner et le signer.

En cas de désaccord, l'agent dispose de 15 jours pour introduire un recours de niveau 1 auprès de l'auto-

rité hiérarchique, ce recours est obligatoire pour aller à la CAPL(recours niveau 2) dans un délai de 30 jours après réponse de l'autorité hiérarchique au recours niveau 1.

Enfin le recours niveau 3 (CAP Nationale) doit s'exercer dans les 15 jours qui suivent la notification des résultats de la CAPL.

Pour la CGT, cette procédure est bien compliquée et le recours de niveau 1 ainsi que le calendrier contraint lié à l'application EDEN-RH sont des barrages visant à décourager les agents. Ils aboutissent à une remise en cause du paritarisme.

Nous demeurons attachés au principe de la reconnaissance de la réelle valeur professionnelle des agents. Cette reconnaissance doit s'opérer dans un contexte défini, sur des critères lisibles et objectifs avec la prise en compte de la dimension collective du travail. La CGT Finances Publiques revendique donc une notation de carrière reposant sur une note chiffrée et une appréciation littérale, notation établie sur la base de la détention d'un grade et d'un échelon et non sur une quelconque comparaison des agents entre eux et avec une valorisation pouvant être accordée hors de toute forme de contingement.

Pour obtenir des précisions ou une aide vous pouvez à tout moment contacter les élus et militants de la section

Si vous souhaitez recevoir des informations par mail de la section CGT finances publiques de la Vienne envoyez un mail à cgt.drfp86@dgfip.finances.gouv.fr ou directement auprès d'un-e militant-e.

Vous pouvez consulter notre site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/86/>